

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2013)  
**Heft:** 1986

**Artikel:** Stratégie énergétique 2050 : des objectifs largement approuvés, mais des mesures controversées  
**Autor:** Delley, Jean-Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1014053>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

points à la commande, rapporte le *Tages-Anzeiger* du 14 février. Peut-être en réalité le film répond-il trop bien à la description d'un pays parti à vau-l'eau, avec des images tellement coups de poing qu'elles auraient pu provoquer un effet inverse à celui recherché. Car toutes réflexions faites et larges consultations effectuées,

[economiesuisse](#) a décidé de passer en pertes et profits le budget de 200'000 francs alloué pour la réalisation du film de Michael Steiner, et donc de ne pas le diffuser.

Mais de nos jours, avec Internet et les réseaux sociaux, plus rien ne reste longtemps confidentiel. Le syndicat Unia a

eu accès au film et a repris quelques-unes de ses images pour évidemment en [détourner le sens](#).

Et, en cas de doute quant à ce qu'il faut penser de l'initiative Minder, les [72 millions](#) de francs d'«*indemnité de départ*» accordée par Novartis à Daniel Vasella finiront peut-être par convaincre les plus sceptiques.

## Stratégie énergétique 2050

Des objectifs largement approuvés, mais des mesures controversées

Jean-Daniel Delley - 18 février 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22740>

Conseil fédéral et Parlement ont réagi avec une rapidité inaccoutumée à la catastrophe de Fukushima. La décision prise en 2011 d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire doit maintenant se traduire concrètement par une série de mesures dont la nature et l'étalement dans le temps font l'objet de controverses. Pour preuve les réactions à la [stratégie énergétique 2050](#) du Conseil fédéral dont la procédure de consultation vient de s'achever.

Le dossier est épais et ardu. La stratégie du Conseil fédéral s'étale sur 156 pages et s'appuie sur 17 rapports techniques. Ce qui n'a pourtant rebuté ni les cantons ni les partis, encore moins les organisations sociales et économiques nationales, régionales et parfois même locales, qui ont donné en

nombre leur avis: la procédure de consultation a généré pas moins de 276 [prises de position](#) et la liste n'est pas close.

Globalement, une large majorité appuie le projet et son découpage en deux étapes. Tout d'abord un premier paquet de mesures (prescriptions et subventions) qui visent à réduire la consommation d'énergie et à développer les énergies renouvelables. Ces mesures ne suffiront pourtant pas à atteindre les objectifs ambitieux du gouvernement. A l'horizon 2030, il faudra introduire une taxe d'incitation sur tous les agents énergétiques.

Parmi les partis politiques, l'UDC rejette le projet, tout comme le parti libéral-radical qui suit fidèlement l'avis d'[economiesuisse](#).

L'organisation patronale a déjà fait donner l'artillerie lourde en prédisant un [désastre économique](#) pour le pays. A noter également la position clairement négative d'Axpo, l'un des barons de l'économie électrique, alors que ses actionnaires, les cantons du nord-est de la Suisse, expriment un avis positif: comprenez qui pourra!

Mais, derrière les approbations de principe, la bataille fait rage sur les moyens à mettre en œuvre.

Sur la sortie progressive du nucléaire tout d'abord. Si chacun s'accorde à refuser toute nouvelle autorisation de construire de nouvelles centrales du type de celles existantes, certains laissent ouverte la porte pour des installations de nouvelle génération. Ainsi le [Conseil](#)

[fédéral lui-même](#) veut maintenir les crédits de recherche non seulement pour la sécurité et le démantèlement des centrales en fonction et l'entreposage des déchets; il soutient en Suisse la recherche concernant les futurs réacteurs et veut poursuivre sa participation financière à Euratom. Par ailleurs, il se refuse à fixer un délai impératif pour l'arrêt des centrales en service, cet arrêt ne devant intervenir qu'au moment où les critères techniques de sécurité ne seront plus remplis, sur la base d'une durée de vie d'une cinquantaine d'années. Or le rythme de sortie du nucléaire va déterminer la nature des mesures à prendre pour compenser cette perte de production.

Quelle place pour les énergies renouvelables? Le degré d'effort financier le décidera. Le Conseil fédéral assure ses arrières en préconisant la construction de centrales à gaz.

Mais ces dernières, comme d'ailleurs la prolongation maximale de la durée de vie des centrales nucléaires, affaibliront la pression pour développer rapidement les énergies renouvelables.

Les mesures d'économie d'énergie, lorsqu'elles concernent le domaine bâti, relèvent de la compétence des cantons. Ces derniers n'ont d'ailleurs pas manqué de le rappeler à Berne. Le catalogue de prescriptions, qui caractérise la première étape de la stratégie, a fait l'objet de nombreuses critiques, tout comme le fait que l'introduction d'une fiscalité incitative soit renvoyée à la deuxième étape. Mais nombre d'acteurs que les prescriptions rebutent et qui ne jurent que par une régulation fiscale n'ont pas manifesté jusqu'à présent un soutien sans faille dans les cas concrets où ce type de régulation a déjà été proposé.

Quant à l'appel au marché pour piloter le tournant énergétique, il peine à convaincre si l'on considère le peu de succès dont il peut se prévaloir jusqu'à présent.

Réticences aux interventions réglementaires, défense des compétences cantonales, intérêts sectoriels divergents, la stratégie énergétique 2050 n'évitera pas les turbulences, à l'issue desquelles l'édifice risque fort de subir d'importantes transformations. Sans parler des cinq initiatives populaires déposées ou en voie de l'être - de l'[efficacité électrique](#) portée par une large coalition d'organisations écologistes et de politiciens de tous les partis à la [promotion des énergies renouvelables](#) (PSS), à la [fiscalité écologique](#) (Les Verts), à la [suppression de la TVA au profit d'une taxation des énergies fossiles](#) (Verts libéraux) et à l'[abandon du nucléaire dès 2029](#) (Les Verts).

## Un opuscule pour une longue histoire

«Deux siècles de luttes. Une brève histoire du mouvement socialiste et ouvrier en Suisse», Gauchebdo, 2013

André Gavillet - 18 février 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22763>

En principe, l'historien n'aime pas la confusion des genres. Il conçoit son travail comme une découverte ou un éclairage du vécu collectif passé. Il ne voudrait pas être instrumentalisé. Il instruit et verse les pièces utiles au dossier. A d'autres le jugement,

la mise en place.

Pierre Jeanneret, connu surtout pour son travail sur les figures marquantes du socialisme suisse et romand, Jérôme Béguin, journaliste à *Gauchebdo*, auteur d'un essai sur l'extrême droite genevoise,

pourraient à juste titre récuser l'accusation d'historiens propagandistes. Justifiant cet opuscule ([Deux siècles de luttes. Une brève histoire du mouvement socialiste et ouvrier en Suisse](#), Gauchebdo, 2013, 60 pages), Pierre Jeanneret le présente pourtant